

ROUMANIE : EXIGEONS LA DIGNITÉ POUR LES POPULATIONS ROMS

DEVENEZ DES DÉFENSEURS D'INDIVIDUS EN DANGER



CARTE D'IDENTITÉ DE LA ROUMANIE

CAPITALE : Bucarest - 2 082 000

d'habitants

POPULATION : 21,5 millions

SUPERFICIE : 237 500 km²

ESPÉRANCE DE VIE : 71,9 ans

LANGUE OFFICIELLE : Roumain

RELIGION : orthodoxe (87%)

GROUPE MAJORITAIRE : Roumains

(89% de la population totale)

GROUPE MINORITAIRES : Hongrois, Roms (8%), groupe Turc (0,2%), Croates, Albanais, Italiens, Allemands, Libanais, etc.

RESSOURCES : outre le pétrole, il regorge de céréales, de bois et de minerais (surtout de métaux)

FORME DE L'ÉTAT : République semi-présidentielle

PRÉSIDENT ACTUEL : Traian Băsescu

PREMIER MINISTRE : Émil Boc

DEVISE : « *Éveille-toi, Roumain !* »

HISTOIRE

Régions historiques de Roumanie et de ses voisins ©Spiridon Manoliu



L'histoire de la Roumanie (en tant qu'État de ce nom) ne commence qu'en 1859, mais, en tant que pays où évoluent les roumanophones, elle comprend des époques bien antérieures, remontant à l'Antiquité, et des territoires plus vastes que la Roumanie actuelle. Anciennement, la Roumanie se composait de la Moldavie, de la Transylvanie et de la Wallachie.

La Roumanie sous un régime dictatorial :

Après la fin de la seconde Guerre Mondiale et la signature de l'armistice, Nicolae Ceausescu prend les commandes du pays. La Roumanie connaît alors la plus forte croissance économique de toute l'Europe et prend ses distances avec l'URSS. En raison de ces projets de développement grandioses, les Roumains ont été soumis à un programme d'austérité rigoureux dans les années 1980 puisque Ceausescu a voulu régler la dette accumulée du pays dans une période courte. **La population a été contrôlée par la police secrète** (Securitate) et le gouvernement, dominé par la famille de Ceausescu, a gaspillé beaucoup de la richesse nationale restante sur des « constructions mégalomaniaques » ou des banquets. Pendant presque 25 ans, le régime dictatorial de Ceausescu a lentement entraîné les Roumains dans une impasse économique, sociale et morale.

Le mensonge, la corruption, la terreur, la violation des droits humains et l'isolement d'avec le monde occidental traduisent l'atmosphère dominante de toutes ces années. Quand des régimes communistes à travers l'Europe de l'Est sont tombés en 1989, Ceausescu a résisté à la tendance et a réévalué sa politique impopulaire. **Le mécontentement populaire s'est intensifié et le régime dictatorial a été renversé en décembre 1989.**

Entrée dans l'Union européenne (UE) depuis 2007, la République de Roumanie est dirigée par Traian Basescu. La Roumanie est devenue l'une des alliés des États-Unis dans la « lutte contre le terrorisme ». La période a vu l'apparition d'un nombre important d'entreprises et d'entrepreneurs, qui ne sont pas tous issus de l'ancienne nomenklatura communiste. Même si ces entreprises ne sont pas très compétitives sur le plan international, le développement est visible : le commerce prospère, la construction et les voies de communication s'améliorent, l'équipement des ménages se modernise, etc. Cependant, la Roumanie reste un des pays les plus pauvres de l'UE.

Aujourd'hui, en Roumanie, Amnesty dénonce des détentions secrètes, les arrestations arbitraires et la discrimination envers les populations roms.

COMMUNAUTÉ ROM DE MIERCUREA-CIUC : 75 PERSONNES VIVENT DEPUIS 2004 À CÔTÉ D'UNE STATION D'ÉPURATION

Une famille rom vivait légalement depuis les années 70 dans un immeuble, propriété de la municipalité de Miercurea-Ciuc, une ville du centre de la Roumanie. Au fur et à mesure des années, d'autres familles s'y étaient installées ou avaient construit des baraques dans la cour. Une centaine de familles roms vivaient donc dans des conditions assez précaires puisque l'immeuble était reconnu comme délabré et qu'aucune réparation n'avait été effectuée depuis de nombreuses années.

En 2004, une centaine de Roms ont été expulsés de force de l'immeuble situé rue Pictor Nagy, à Miercurea-Ciuc. Environ 75 d'entre eux habitent maintenant dans des préfabriqués en métal et des baraques à proximité d'une station d'épuration. **Ils vivent dans des conditions**

dépourvues d'hygiène et une odeur pestilentielle d'excréments humains imprègne l'air en permanence.

Leur transfert devait être temporaire mais, six



ans plus tard, les autorités locales n'ont établi aucun plan pour les reloger dans des habitats décents. Le reste de la communauté expulsée de la rue Pictor Nagy survit près d'une décharge située à deux kilomètres de la ville.

L'expulsion de communauté rom a été faite contre leur volonté et sans les avoir consultés au préalable. La proposition de relogement de la part des autorités ne répond en rien aux critères d'un logement décent.

LES RECOMMANDATIONS POUR LES APPELS

Explique ton inquiétude auprès des autorités locales qui ont expulsé de force des Roms de leurs logements, en 2004, sans avoir respecté les garanties internationales relatives aux expulsions et les ont transférés dans un site où les conditions de vie sont inhumaines.

LES RECOMMANDATIONS D'AMNESTY INTERNATIONAL SONT D'APPELER LES AUTORITÉS LOCALES À :

- consulter les communautés roms afin de trouver des solutions possibles de relogement ;
- ne pas oublier que le logement est un droit humain et que tout citoyen, quel que soit leur statut d'occupation au regard de la loi, a le droit de vivre dans un endroit décent, situé dans un lieu sûr et sain ;
- élaborer un plan visant à faciliter l'intégration des Roms au sein de l'ensemble de la population.